



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 boulevard de la Dollée
CS 70271
50001 Saint-lo Cedex

Saint-lô, le 08/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS

1 AV D OCHSENFURT
50200 Coutances

Références : 2024 - 575
Code AIOT : 0005301810

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS implanté 1 AV D OCHSENFURT 50200 COUTANCES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée dans le cadre de la phase d'étude de l'optimisation de l'outil épuratoire de l'établissement et suite à des dysfonctionnements de ce dernier entre avril et juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS
- 1 AV D OCHSENFURT 50200 COUTANCES
- Code AIOT : 0005301810

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ELVIA Printed Circuits Boards (ELVIA PCB) exploite l'établissement de COUTANCES depuis 1977 qui est autorisé à exercer des activités de traitement de surface pour la fabrication de circuits imprimés principalement destinés à l'aéronautique, et en particulier à la Direction Générale des Armées (DGA).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accidents - incidents	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Eaux industrielles résiduelles	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Suivi de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 21.3	Sans objet
7	Gestion des eaux dans les ateliers	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 21.4	Sans objet
8	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
9	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
10	Qualifications pour réaliser les campagnes	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'analyse		
12	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
13	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence que l'exploitant doit renforcer le suivi de ses installations et en assurer une bonne traçabilité. Il doit également améliorer la diffusion des informations vers l'inspection en charge des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accidents - incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Retour sur les dysfonctionnements de l'été
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné l'autorisation, et s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire. L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un point a été fait sur les dysfonctionnements de la station d'épuration survenus entre avril et juillet 2024.</p> <p>1) l'exploitant a constaté après le 12 avril 2024 des dépassements des seuils de rejet toujours en début de semaine, en particulier sur le cuivre (Cu) et dans une moindre mesure sur la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MeS), les nitrites (NO2) et le phosphore (P).</p> <p>Du fait d'un dysfonctionnement de l'ultrafiltration (UF), l'exploitant avait modifié le circuit de traitement des effluents les plus chargés en DCO afin d'améliorer leur traitement. Cependant, cela entraînait une augmentation du pH impactant la neutralisation en entrée de station, à l'origine des mauvaises performances épuratoires.</p> <p>Le circuit de traitement initial a été remis en place le 23 juillet 2024 et un diagnostic de l'ultrafiltration a été lancé avec la société Tecn.A.</p> <p>2) Il y a eu un dysfonctionnement des deux décanteurs de la station d'épuration le 29 juillet 2024, ils ont dû être vidés, nécessitant un arrêt de production pendant une 1/2 journée. Les 70 m³ de boues des décanteurs ont pu être stockés dans un tank extérieur avec une réinjection à flux réduit dans la station qui a retrouvé des niveaux épuratoires normaux.</p>

<p>Suite à l'inspection, l'exploitant a fourni un premier rapport de Tecn.A qui confirme le dysfonctionnement des ultrafiltrations en place.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'un rendu de l'étude Tecn.A est attendu fin octobre; il a transmis un plan d'actions concernant l'amélioration générale de sa station d'épuration et l'optimisation de ses consommations d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les conclusions de l'étude Tecn.A et de mettre à jour au besoin son plan d'actions relatif à l'optimisation de son outil épuratoire.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à tenir l'inspection de l'environnement informée en cas d'accident/incident dans les meilleurs délais sous peine de sanctions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Plan des réseaux d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, EAU</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan des réseaux mis à jour (en interne) en juin 2024 a été présenté lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué qu'une démarche est lancée en vue d'une nouvelle mise à jour d'ici la fin d'année 2024 par un prestataire extérieur.</p> <p>L'examen du plan présenté montre que ce dernier est lacunaire, car il ne présente pas les canalisations situées entre l'établissement et le milieu récepteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de veiller à dater chaque mise à jour du plan des réseaux, - de veiller à ce que le plan des réseaux présente les canalisations situées entre l'établissement et le milieu récepteur, - de confirmer la mise à jour du plan des réseaux d'ici la fin de l'année 2024.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.5
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront collectées et dirigées vers le bassin de confinement prévu à l'article 14,11. ...Le pH de l'eau de ruissellement issue du stockage extérieur des produits chimiques est contrôlé en permanence. Un dispositif asservi à cette mesure arrête le rejet des eaux en cas de détection de pH anormal.
Constats : La visite de la zone extérieure de stockage des produits chimiques a montré que la gestion des eaux pluviales ruisselant sur cette dernière n'est pas satisfaisante. En effet, il a été constaté qu'en fonctionnement normal, la rétention de cette zone n'est pas assurée. L'exploitant en a convenu et a immédiatement revu ses modalités de gestion : l'aire de stockage est maintenue obturée au niveau de sa sortie vers le réseau de gestion des eaux de l'établissement, une vérification de la qualité des eaux est faite systématiquement avant leur rejet vers le bassin de gestion final des eaux de l'établissement. L'exploitant a fourni les justificatifs des nouvelles mesures et consignes mises en place concernant la zone extérieure de stockage des produits chimiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier la compatibilité entre les divers produits entreposés sur la zone extérieure de stockage des produits chimiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux industrielles résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.6
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée : Les eaux industrielles résiduaires seront collectées et dirigées vers la station de traitement des effluents de l'établissement avant rejet dans le réseau public des eaux pluviales. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées sur sa simple demande. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme. Point de rejet des eaux industrielles résiduaires. Les rejets s'effectueront dans le réseau public des eaux pluviales aboutissant dans le cours d'eau "Le Prépont". Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable doit être établie. Les rejets dans les puits absorbants sont interdits. Valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduaires

<p>_ Débit horaire maximal : 35 m³/h - Débit journalier maxi : 800 m³/.</p> <p>Le débit d'effluents sera toujours inférieur à 8 litres/m² de surface traitée par fonction de rinçage. Leur pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température devra être inférieure à 30° C.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection le registre papier de suivi de son outil épuratoire, ainsi que le registre numérique qui comporte les onglets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivi journalier des compteurs, - maintenance niveau 1 / surveillance, - suivi des réactifs, - étalonnage des sondes, - valeurs seuils à respecter, - consignes en cas d'alerte et rondes du week-end, - « en tête » : consigne quotidienne, - ITL → paramètre pH de chaque cuve concernée, - débitmètre, - liste analyses → fréquences des analyses, - rondes, - schémas de mesure <p>La dernière convention de raccordement au réseau d'assainissement collectif présentée par l'exploitant date du 15 mars 2018 pour une validité de 5 ans.</p> <p>Au regard de ses projets d'optimisation de son outil épuratoire, l'exploitant a pour objectif de respecter un débit d'effluents inférieur à 4 litres/m² de surface traitée par fonction de rinçage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de justifier la reconduction de la convention de raccordement au réseau d'assainissement collectif depuis le 15 mars 2023, - de fournir une copie du bilan prévu à l'article 16 de la convention susvisée.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Bassin de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, EAU</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il devra avoir en permanence une capacité d'accueil minimum de 150 m³, Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p>

Constats :
<p>La visite a montré que le bassin de confinement doit faire l'objet d'un entretien.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un agrandissement du bassin est prévu d'ici la fin de l'année 2024, il sera équipé de bâches permettant d'assurer son étanchéité, ce qui n'est pas le cas actuellement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier le dimensionnement du bassin sur la base du guide D9A, - justifier que le bassin est équipé d'une vanne de coupure opérationnelle et que son étanchéité est assurée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Suivi de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 21.3
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée :
<p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations,) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats :
<p>Le manuel de conduite de la station d'épuration a été présenté.</p> <p>L'exploitant a confirmé suite à l'inspection la mise en place du contrôle annuel avec sa traçabilité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des eaux dans les ateliers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 21.4
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée :
<p>La collecte des eaux a pour but de classer les eaux de diverses origines selon la nature et la concentration des produits qu'elles transportent et de les acheminer vers les traitements dont elles sont justiciables.</p> <p>Détoxication des effluents. Les effluents aqueux constitués d'eaux de rinçage et de bains usés seront collectés et traités séparément :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - effluents sans métaux à forte concentration en DCO / traitement physico-chimique de la DCO ; - effluents avec métaux non complexés / traitement physico-chimique des métaux ; - effluents sans métaux, à faible concentration en DCO / neutralisation. <p>Eaux de lavage des sols Eaux des filtres-presses Écoulements accidentels Eaux de rinçage Eaux de refroidissement Rejets des paillasse du laboratoire</p>
<p>Constats :</p> <p>Il apparaît que la problématique essentielle du traitement des effluents concerne l'abatement du cuivre, ce que confirme l'étude IRH. Suite à celle-ci, l'exploitant a décidé de mettre en place un traitement pilote du cuivre sur 6 mois (technologie H2O), mais il réfléchit également à l'externalisation du traitement des effluents « Dyna 3 » fortement chargés en cuivre. Il confirme le remplacement des filtres à sable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de produire un dossier de porter à connaissance relatif à la mise en place du pilote de traitement du cuivre, - de demander à IRH de corriger le synoptique de la page 56 de son étude au niveau des entrées/sorties de la cuve RN (73 m³ - 16 m³ en entrée → 76 m³ en sortie)
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une première liste des PFAS concernant l'établissement de Coutances a été établie et transmise le 10 août 2023 par l'exploitant, elle concluait à l'absence de PFAS utilisés, produits, traités, rejetés.</p> <p>Cependant, le groupe ELVIA a procédé à une recherche des PFAS à partir des fiches de données de sécurité des produits utilisés. Deux des fournisseurs ont indiqué utiliser des PFAS.</p>

Dans le premier cas, le produit n'entre pas dans le procédé industriel et n'est donc pas susceptible d'être retrouvé. En revanche, le second entre dans le produit final et il est disponible sur le site de Coutances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de vérifier le lien potentiel entre le produit du fournisseur et le résultat en AOF trouvé le 14 décembre 2023 sur le site de Coutances et de transmettre ses conclusions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Les campagnes d'analyse ont été réalisées les 26 octobre, 14 novembre et 14 décembre 2023. Elles confirment l'absence de PFAS, cependant, la campagne de décembre présente un indice AOF (fluor organique adsorbable) qui serait significatif. La présentation des résultats du laboratoire EUROFINS pose question. Il indique en effet un résultat en AOF < 100 µg/l alors que la limite de quantification est de 2 µg/l. Il existe par conséquent un doute sérieux sur la représentativité du résultat de l'indice AOF sur l'analyse des prélèvements du 14 décembre 2023. L'exploitant a décidé de faire une recherche approfondie sur le lien potentiel entre le produit du fournisseur et le résultat en AOF trouvé le 14 décembre 2023 sur le site de Coutances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre ses conclusions sur la présence de fluor détectée en décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée :

<p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il apparaît que le laboratoire EUROFINs dispose des attestations COFRAC, cependant le résultat en AOF de décembre 2023 pose question. Il importe de préciser que l'exploitant qui utilisait ses services a décidé de changer de prestataire notamment parce que les délais de fourniture des résultats sont plus longs que chez les concurrents.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Exigences pour le prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>En lien avec les constats du point de contrôle N°9 du présent rapport, il convient de vérifier si le résultat en AOF obtenu le 14 décembre 2023 peut être dû aux conditions de prélèvement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier les modalités de mise en œuvre des prélèvements réalisés le 14 décembre 2023, notamment au niveau de la durée de 24 heures.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Les limites de quantification qui figurent sur les résultats des trois campagnes de prélèvement respectent les seuils prévus. Se pose néanmoins la question pour l'indice AOF de décembre 2023 avec un résultat mentionné comme inférieur à 100 µg/l pour une limite de quantification à 2 µg/l ; une quantification précise aurait dû figurer dans le rapport du laboratoire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son prestataire afin que ce dernier lui fournisse le résultat exact de l'indice AOF de décembre 2023 et de le transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : La consultation de l'outil GIDAF montre que les résultats des trois campagnes d'analyses y ont été renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite